

Questions orales

dire avec la nécessité, pour les villes et municipalités du pays, de bénéficier d'une aide financière du gouvernement fédéral pour lutter contre la pollution et améliorer leur système de traitement des eaux et des égouts?

Pourquoi le gouvernement n'écoute-t-il pas la Fédération canadienne des municipalités et ne reconnaît-il pas qu'une telle initiative doit s'inscrire dans son plan vert, et qu'il faut mettre sur pied un programme national pour s'occuper de ce qui est un problème national dont la solution nécessite l'aide du gouvernement?

• (1420)

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, le chef de l'opposition a été membre d'un gouvernement qui a détenu le pouvoir durant 20 ou 25 ans. Celui-ci a eu toutes les occasions possibles de mettre en place une telle infrastructure. Or, tout ce qu'il a fait a été de réduire le financement accordé aux provinces et aux municipalités.

Nous n'entrerons pas dans un débat sur le plan vert. Le député aura amplement l'occasion d'étudier celui-ci demain et de faire des observations pertinentes. Je suis convaincu qu'il ne sera pas déçu.

[Français]

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, le gouvernement a déjà trompé la population canadienne sur la question de l'environnement. Beaucoup moins de 5 milliards de dollars seront alloués au Plan vert contrairement à l'engagement original. Alors je demande au vice-premier ministre: Pourquoi son gouvernement refuse-t-il de moderniser les infrastructures municipales et de prendre ses responsabilités envers la population du Québec? Et peut-il dire aux Canadiens et Canadiennes quand au juste son gouvernement va enfin réaliser l'importance de l'environnement pour le bien-être de tout notre pays?

M. Lee Clark (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, la question supplémentaire est de la même nature que la deuxième question. Conséquemment, ma réponse est la même que celle déjà donnée par le vice-premier ministre.

[Traduction]

M. Dave Dingwall (Cape Breton—Richmond—Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre.

Il sait que toutes les municipalités canadiennes ont demandé au gouvernement canadien de participer finan-

cièrement à un programme de 15 milliards de dollars. Hier soir, j'ai pris connaissance du plan vert, dans lequel je ne trouve rien qui porte sur ce problème fondamental.

Pourquoi le gouvernement du Canada hésite-t-il à soutenir nos municipalités qui doivent aménager et entretenir des réseaux d'égout et de distribution d'eau? N'est-ce pas un programme essentiel à la protection de l'environnement?

M. Lee Clark (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, j'aurais cru que les députés de l'opposition se joindraient aux Canadiens des quatre coins du pays pour féliciter le gouvernement du programme qui sera annoncé demain. Il s'agit d'un plan à long terme en matière d'environnement, une première au Canada, et dont on ne trouve pas encore beaucoup d'exemples dans le monde.

Le plus important, c'est que ce programme a été mis sur pied en consultation avec des Canadiens d'un océan à l'autre. C'est le type de programme conçu pour l'avenir et dont les Canadiens responsables, où qu'ils se trouvent, même dans l'opposition, féliciteront le gouvernement, car c'est une initiative dont nous avons besoin depuis fort longtemps.

M. Dave Dingwall (Cape Breton—Richmond—Est): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au vice-premier ministre.

Étant donné cette réponse et puisque le secrétaire parlementaire admet qu'il n'y a pas de crédits pour les infrastructures municipales, voici ce que je demande au vice-premier ministre: pourquoi le plan vert ne prévoit-il rien pour la réduction des émissions de CO₂ qui doivent baisser de 20 p. 100 d'ici à 2005, par rapport aux niveaux de 1988? Pourquoi ne prévoit-il pas une déclaration canadienne des droits de l'environnement? Pourquoi ne comporte-t-il pas de taxe nationale sur la consommation de produits carbonés? Pourquoi ne fait-il pas participer les provinces de l'Ouest au programme national de lutte contre les pluies acides? Pourquoi le gouvernement du Canada ramène-t-il de 5 à 3 milliards de dollars les fonds affectés au plan vert, ce qui est une réduction de 40 p. 100? Pourquoi tout cela?

M. Lee Clark (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, on dirait que le lundi, à la Chambre, lorsque le week-end a été sans histoire, les partis de l'opposition font la même chose que nos amis les journalistes. Ils rédigent des articles dans lesquels ils se livrent à toutes sortes de conjectures, tellement ils ont hâte au lendemain.